

INTERVIEW EXPRESS

Le moteur économique européen va-t-il caler ?

Après un coup de mou en hiver, les conjoncturistes espéraient un regain au printemps. Raté. La croissance en zone euro a ralenti à nouveau au deuxième trimestre. Faut-il s'en inquiéter ?

Nous avons recueilli l'avis de l'économiste Etienne de Callatay, chargé de cours à l'université de Namur.

Selon Eurostat, la croissance en volume a de nouveau ralenti au deuxième trimestre, à 0,3 %, contre 0,4 % de janvier à mars et 0,7 % au cours de chacun des trois trimestres précédents. Que se passe-t-il ?

La meilleure manière de décrire la situation actuelle est celle d'une normalisation. Selon le Fonds monétaire international (FMI), sur un horizon de cinq ans, la croissance économique potentielle de la zone euro tourne autour de 1,4 %. Réaliser 0,3 % de croissance sur un trimestre, cela revient grosso modo à 1,4 % en rythme annualisé. En tendance, on ne peut pas espérer que l'activité augmente durablement plus que cela. On aurait pu s'attendre à ce que les entreprises, qui avaient nettement moins investi dans les années qui ont suivi la crise financière, investiraient plus massivement, encouragées notamment par les taux d'intérêt extrêmement bas. On aurait pu penser également que ces taux bas soutiendraient plus nettement les investissements en logements des ménages. Autrement dit : il y avait des raisons d'espérer que la machine économique tourne en sursurrégime encore pendant quelques trimestres. Visiblement, ce n'est pas le cas. Mais cela ne veut pas dire que le moteur va caler.

Après plusieurs années de bonne conjoncture, les économistes ont tendance à prédire une croissance potentielle plus élevée – c'était le cas avant 2008. En revanche, une période durable de basse conjoncture – ce que la zone euro a connu depuis une dizaine d'années – se traduit par une révision à la baisse du potentiel de croissance...

Il ne s'agit pas de se résigner. Investir dans l'éducation et l'enseignement, dans les infrastructures et stimuler l'innovation technologique est de nature à renforcer le potentiel de croissance de nos économies. Mais ces politiques, aussi utiles soient-elles, ne peuvent avoir un effet que sur un horizon de dix à vingt ans.

Utiliser l'arme budgétaire permet de soutenir la croissance à court terme...

Mais serait-il sage, pour les pouvoirs publics, de creuser à nouveau leurs déficits ? La réponse est « évidemment non ». Les États doivent garder des munitions budgétaires pour les temps réellement difficiles.

Le président américain, qui a dégainé l'arme budgétaire, pavoise : au deuxième trimestre, le PIB américain en volume a augmenté de 4,1 % en rythme annualisé...

En apparence, les faits semblent lui donner raison.

« Il y avait des raisons d'espérer que la machine économique tourne en sursurrégime encore pendant quelques trimestres. » © BRUNO DALIMONTE.

Mais dans la durée, ce ne sera pas le cas. Il est plus que vraisemblable qu'on conclura, d'ici quelques années, qu'il a eu tort de mener une telle politique budgétaire. Le fait que cela dope la croissance à court terme n'est pas un argument suffisant.

La faible augmentation des salaires ne freine-t-elle pas la croissance ?

Il est étonnant en effet que les salaires n'augmentent pas plus vite, alors que l'économie va bien et que le chômage a baissé. C'est en particulier le cas en Allemagne. Il existe différents facteurs explicatifs. On peut citer la fragmentation du monde du travail et le développement du travail précaire dans la nouvelle économie qui ne facilitent pas les revendications salariales. Ou la peur de perdre son emploi, nourrie par les discours sur l'avenir du travail et sur les effets des nouvelles technologies sur les opportunités d'emploi futures. Il est également possible que les augmentations de salaires vont intervenir avec un certain décalage ; c'est à mon avis une part significative de l'explication : demain, les travailleurs

vont réaliser qu'ils sont en position d'obtenir des hausses de salaire plus significatives, notamment en raison des métiers en pénurie et des emplois vacants.

La zone euro ne souffre-t-elle pas d'une trop grande dépendance aux exportations ?

Dégager un surplus important vis-à-vis du reste du monde est anormal et nuisible. L'Allemagne et les Pays-Bas devraient augmenter leurs importations, en encourageant la hausse des salaires et aussi en augmentant leurs dépenses publiques. Ces pays ont des marges de manœuvre. Cela soutiendrait la croissance de leurs partenaires européens.

**Propos recueillis par
DOMINIQUE BERNS**